

« Pandémie : et pourtant, on avait tout prévu! » La tribune de Jean-François Daguzan

Jean-François Daguzan

« Dès 1994, la notion de “risques naturels et technologiques majeurs” s’impose à l’action de l’Etat, rappelle l’ancien directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, tandis qu’à partir de 2008, les Livres blancs prennent en compte “propagation d’agents microbiens” »

Une vidéo virale de [Bill Gates](#) nous révèle sa « prophétie » sur la venue prochaine d’une pandémie à large spectre. Des observateurs rappellent que [les rapports ouverts de la CIA](#) sous le timbre du National Intelligence Council (NIC), avaient, dès 2008, mis en garde sur la même menace.

Face à cette lucidité étrangère, il nous faudrait en déduire, qu’une fois de plus, la France n’a rien vu. Or, le curieux, plongeant le nez dans les vieux grimoires, constatera – et peut-être est-ce là le drame – qu’il n’en est rien. Ce ne sont pas les capacités d’anticipation de la France qui sont en cause. Non seulement tout avait été prévu, mais tout avait été minutieusement organisé pour répondre à une pandémie

Cinq fois dans son histoire récente, notre pays s’est livré à un exercice collectif sur l’analyse des dangers pesant sur notre pays avec les Livres blancs sur la Défense et la Sécurité nationale, rebaptisés Revue stratégique à partir de 2017.

Dès 1994, la notion de « risques naturels et technologiques majeurs » s’impose à l’action de l’Etat, tandis qu’à partir de 2008, les Livres blancs prennent en compte « propagation d’agents microbiens » en invoquant la résilience : « C’est en effet un devoir pour l’Etat de se préparer à répondre aux situations dans lesquelles pourraient être mis en cause la vie de la population ou le fonctionnement régulier de la vie économique, sociale ou institutionnelle du pays. Cela suppose une organisation des pouvoirs publics conçue dès le temps de paix pour prendre en compte les hypothèses du temps de crise. La résilience suppose aussi d’organiser la coopération entre l’Etat et les collectivités territoriales, pour la complémentarité des moyens, et entre l’Etat et les entreprises privées dans les secteurs stratégiques (énergie, communication, santé, alimentation). »

« L’accroissement de la mobilité de la population favorise l’extension des aires de diffusion de certaines maladies, ainsi que la propagation rapide et à grande échelle de virus à l’origine d’épidémies diverses »

Précision clinique. En 2013 : « Le risque existe notamment d’une nouvelle pandémie hautement pathogène et à forte létalité résultant, par exemple, de l’émergence d’un nouveau virus » « La probabilité des risques d’origine naturelle, sanitaire (pandémie massive) est plus difficile à évaluer, mais leur impact peut être majeur. C’est pour l’Etat une obligation que d’y faire face. » « Notre aptitude à faire face aux crises majeures sera d’autant plus grande qu’il aura été possible de les anticiper, et, ainsi, de préparer la réponse à y apporter. »

[La Revue stratégique de 2017](#), ajoutait : « L'accroissement de la mobilité de la population favorise l'extension des aires de diffusion de certaines maladies, ainsi que la propagation rapide et à grande échelle de virus à l'origine d'épidémies diverses. » « Le risque d'émergence d'un nouveau virus franchissant la barrière des espèces ou échappant à un laboratoire de confinement est réel. »

On constate ainsi que, dès 2008, la perspective d'un risque sanitaire majeur de type pandémique avait parfaitement été identifiée et des éléments de réponse proposés. Plus encore, entre 2002 et 2008, la France avait mis en place un efficace dispositif pour répondre au risque de terrorisme biologique de masse, tels que l'avaient fait redouter les attaques à l'anthrax aux Etats-Unis et l'apparition de l'épidémie de Sras. La force du système avait été de traiter dans un même ensemble terrorisme et pandémie. Un rapport d'information du Sénat décrit, dès 2003, cette problématique.

Le terrorisme biologique et chimique a fait l'objet de plans détaillés (Biotox, Piratox) ; la lutte contre les pandémies aussi : « le Plan national de prévention et de lutte pandémie grippale » produit par le SGDN en 2009. Ce document décrit avec une précision clinique tout ce que l'Etat, les infrastructures, les entreprises et la population en France et à l'étranger, doivent faire pour affronter efficacement une pandémie de grande ampleur.

Parmi les mesures majeures, le plan prévoyait « la constitution de stocks nationaux de produits de santé et de matériels de protection ». En 2011, le directeur général de la santé, Didier Houssin, écrit que, à partir de 2006, « dans le cadre de la préparation à une pandémie grippale, l'Etat a acquis et stocké 1 milliard de masques chirurgicaux et près de 700 millions de masques FFP2 ».

« Dix ans d'impéritie ont suffi à détruire un système éprouvé pour faire face à un risque largement anticipé. C'est aux morts que nous devons rendre des comptes et à ceux que la crise aura ruinés »

« Effet soufflé ». Alors, [comment en est-on arrivé à se trouver si largement démunis dix plus tard ?](#) On peut avancer quelques réponses qui transcendent toutes les particularités politiques et même les continents.

Premier constat : le politique déteste le temps long. Rien ne résiste longtemps à la pression du court terme. Autre terrible règle de la sociologie du pouvoir : « l'effet soufflé ». Face aux crises, l'Etat met en place des mesures et des moyens performants qui tiendront le temps que la crise retombe. Celle-ci passée, les priorités sont ailleurs. Le troisième est la recherche du « zéro stock ». Pour limiter les coûts, les ciseaux de Bercy vont couper ce qui n'est pas d'utilité immédiate. Cette logique se retrouve dans les domaines les plus divers, comme munitions ou la poudre pour les armées. On ajoutera la dilution de la responsabilité, la peur du ridicule, l'arrogance, la sous-estimation volontaire de la menace, les mensonges au chef et enfin, le pire, la peur de décider. Le tout menant impitoyablement au « trop peu, trop tard. »

[Dix ans d'impéritie ont suffi à détruire un système éprouvé pour faire face à un risque largement anticipé.](#) C'est aux morts que nous devons rendre des comptes et à ceux que la crise aura ruinés. L'histoire jugera alors si l'Etat a failli à son impérieuse obligation de s'être préparé à faire face.

Jean-François Daguzan, est vice-président de l'Institut Choiseul. Il est l'ancien directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).